

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 01/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP OSIS SUD EST (Ex SUEZ RV OSIS SUD-EST / ex SRA SAVAC)

Z.A.C de Tournezy
74 rue Maurice Le Boucher
34000 Montpellier

Références : H2-2025-023

Code AIOT : 0006600911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement SARP OSIS SUD EST (Ex SUEZ RV OSIS SUD-EST / ex SRA SAVAC) implanté 21 rue Joliot Curie Zone Industrielle du Capiscol 34515 Béziers. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS SUD EST (Ex SUEZ RV OSIS SUD-EST / ex SRA SAVAC)

- 21 rue Joliot Curie Zone Industrielle du Capiscol 34515 Béziers
- Code AIOT : 0006600911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS SUD-EST exploite depuis 1994 une unité de pré-traitement des eaux hydrocarburées et de regroupement d'effluents acides, alcalins et solvantés implantée dans la Zone Industrielle du Capiscol sur la commune de Béziers.

Les installations du site sont exploitées sous couverts de l'arrêté préfectoral n°94-1-3302 du 21 octobre 1994 et des arrêtés complémentaires suivante :

l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-I-2906 du 6 novembre 2008 d'actualisations des prescriptions applicables au site ;

l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2012, n°2012I-1938, relatif à la mise à jour des rubriques ICPE et de la liste de déchets admissibles sur le site et à la procédure de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) .

L'exploitant du site est la société SARP OSIS Sud-Est (ex SUEZ RV OSIS Sud Est et ex SRA SAVAC) : récépissé n°18-06 B du 21 décembre 2018 de changement de dénomination sociale et de siège social de changement d'exploitant et le courrier de l'exploitant du changement de dénomination du 7 septembre 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 7.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Pollution des sols	Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 2.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien - Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site a mis en évidence les écarts de conformité pour lesquels des actions correctives suivantes doivent être apportées :

- les limites d'intervention de la vérifications des installations électriques doivent être levées, en cas de difficultés techniques rencontrées, des moyens de contrôle alternatifs doivent être proposés afin de garantir la vérification complète des installations électriques,
- le rapport établissant les zones à atmosphère explosive doit être transmis,
- le plan de défense incendie doit être transmis aux services d'incendie et de secours et mis à disposition à l'entrée du site,
- concernant la pollution détectée, l'exploitant devra fournir les éléments suivants :

- un plan de gestion de la pollution détectée au niveau du flanc situé à l'est et le calendrier associé,
- les justificatifs d'évacuation et de traitement des terres excavées dans le cadre des travaux pour la mise en place du pont bascule,
- les résultats des investigations menées suite aux recommandations de la société EGEH, concernant l'élargissement de la fouille vers l'est, pour évaluer l'étendue de la pollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 7.2.3
Thème(s) : Autre, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2023
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables (norme NFC 15-100 notamment).</p>

<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques du 04/09/2024 fait état de plusieurs nouvelles observations. L'exploitant a fourni un devis daté du 8 novembre 2024 relatif à la levée de ces observations.</p> <p>Par ailleurs le rapport précité met en évidence plusieurs limites d'intervention, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de personnes qualifiées ou autorisées à couper le courant sur site, ce qui n'a pas permis à l'organisme de contrôle de tester les dispositifs différentiels à courant résiduel dans les règles de l'art, • le document relatif à la protection contre le risque d'explosion n'a pas été fourni pour le contrôle, • les locaux ou installations inaccessibles pour risque particulier sans moyens d'accès sécurisé et le coffret situé derrière le parking n'ont pas pu être vérifiés, • l'examen des circuits terminaux n'a pas pu être effectué.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit lever les limites d'intervention ou proposer d'autres moyens de contrôle afin de garantir la vérification complète des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Entretien - Maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p>Thème(s) : Autre, Maîtrise des risques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 21/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un nouveau logiciel de suivi des équipements et matériels nécessitant un contrôle interne ou externe a été mis en place. Les éléments reportés sont notamment le matériel concerné, son numéro de série, le type de contrôle nécessaire, la périodicité, l'échéance pour le contrôle, la</p>

date de contrôle et les actions à mener suite au contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un plan intitulé " Cartographie ATEX" qui identifie les zones à atmosphères explosives. Il a été constaté la matérialisation de ces zones sur le site.</p> <p>Le rapport de la société Bureau Véritas, annoncé dans le courrier du 04 septembre 2023 qui fait suite à l'inspection du 06 juin 2023 établissant les zones associées n'a pas pu être présenté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir le rapport identifiant les zones ATEX.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures

organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant a transmis un plan de défense contre l'incendie conforme à l'article 5 précité. Il est composé notamment des parties suivantes :

- Les schémas d'alarme et d'alerte et la liste des intervenants internes et externes à prévenir,
- L'organisation de la première intervention et l'évacuation en période ouvrée,
- Les modalités d'accueil des services d'incendies et de secours y compris en période non-ouvrées,
- les modalités de gestion des stocks et des fiches de données de sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il conviendra de justifier que le PDI est mis à disposition à l'entrée du site et a été transmis au services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Pollution des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2008, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollutions des sols

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement,

l'entretien et l'exploitation des installations pour

...

prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Constats :

Dans le cadre de la mise en place d'un nouveau pont bascule, des terres susceptibles d'être polluées ont été identifiées. L'exploitant a sollicité la société Études en Géologie Environnement et Hydrogéologie (EGEH) afin de procéder à des investigations pour caractériser la pollution susceptible d'être présente. 6 échantillons de sols ont été analysés. Les valeurs de comparaison prises sont celles de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatifs aux conditions d'admission des déchets inertes. Des dépassements de ces valeurs ont été mis en évidence pour les paramètres suivants sur l'échantillon relatif au prélèvement effectué sur le flanc est : Hydrocarbures totaux, Indice phénols, somme des HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) et BTEX totaux (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes).

Les conclusions du rapport de juin 2024 de la société EGEH sont les suivantes : *« Les résultats d'analyses de la présente intervention ont permis de vérifier l'absence de pollution au niveau des flancs nord, ouest et sud ainsi qu'au niveau du fond de la fouille. En revanche le flanc est, présente quant à lui une forte pollution nécessitant un traitement. Au terme de cette étude, les travaux d'installation du pont bascule peuvent reprendre cependant, nous recommandons de procéder à un élargissement de la fouille vers l'est, de manière à pouvoir anticiper les futurs travaux de dépollution sans risque d'endommager le pont bascule.*

Les terres qui ont été excavées avant le 22 mai 2022 ainsi que celles qui le seront dans le cadre de l'élargissement de la fouille devront être stockées sur site de manière à éviter le lessivage par les eaux météoriques, jusqu'à leur évacuation vers une centre de traitement adapté. ».

Par ailleurs le rapport de base fourni dans le cadre du réexamen des conditions d'exploitation eu égard au meilleurs technologies disponibles précise les éléments de contexte hydrogéologique suivants : *« Le site repose sur des colluvions graveleuses datées du Pléistocène moyen et supérieur surmontant une assise d'argile de plus de 10 m d'épaisseur.*

2 aquifères sont rencontrés au droit du site à l'étude :

la nappe alluviale de l'Orb rencontrée proche de la surface dont la profondeur n'est pas précise mais à plus de 10 mètres de profondeur, d'après les investigations menées sur site ;

la nappe des Sables Astiens plus profonde (aquifère profond) ;

Ces deux aquifères sont séparés par une interface d'argile d'environ 70 m d'épaisseur.

Compte-tenu de la présence d'horizons imperméables de fortes épaisseurs protégeant ces aquifères, ils sont considérés comme peu vulnérables vis-à-vis d'une pollution potentielle en provenance du site. »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir les éléments suivants :

- un plan de gestion de la pollution détectée au niveau du flanc situé à l'est et le calendrier associé,

<ul style="list-style-type: none"> - les justificatifs d'évacuation et de traitement des terres excavées dans le cadre des travaux pour la mise en place du pont bascule, - les résultats des investigations menées suite aux recommandations de la société EGEH, concernant l'élargissement de la fouille vers l'est, pour évaluer l'étendue de la pollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p>
Constats : <p>Un exercice incendie a été réalisé le 03/12/2024 . Le compte-rendu a été transmis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite